



Ford: la direction Europe absente à Blanquefort, dit craindre pour sa "sécurité"

Par AFP , publié le 15/03/2018 à 11:15 , mis à jour à 11:15



Entrée de l'usine Ford à Blanquefort près de Bordeaux en février 2018
[afp.com/NICOLAS TUCAT](http://afp.com/NICOLAS_TUCAT)

Bordeaux - La direction de Ford Europe a renoncé à se rendre jeudi à Blanquefort (Gironde) pour informer le personnel sur l'avenir du site et de ses 910 salariés, que le constructeur abandonnera après 2019, invoquant des craintes sur la "sécurité" de ses représentants.

Selon la direction de la communication de Ford, interrogée par l'AFP, *"il y a eu la semaine dernière lors de la tenue du comité de suivi à la préfecture (de Gironde) un certain nombre d'incidents qui ont été menés par quelques manifestants et qui ont perturbé le départ des véhicules qui transportaient les représentants de Ford Europe"*.

"Il y a bien eu une manifestation mais pas d'incident", a pourtant assuré à l'AFP la préfecture de la Gironde, qui accueillait le 9 mars à Bordeaux cette réunion

rassemblant l'Etat, la direction du constructeur automobile, les syndicats et élus locaux.

Pour la direction de Ford, *"le but du comité d'établissement aujourd'hui (jeudi) est principalement de confirmer un certain nombre de données chiffrées, et de discuter de l'équipe dédiée qui sera en charge de la recherche d'un repreneur"* pour le site de production de boîtes de vitesse de Blanquefort.

"Bien que d'une façon générale les représentants du management européen de Ford préfèrent rencontrer le comité d'établissement en personne et se déplacer sur le site, les incidents qui ont émaillé la réunion de la semaine dernière les incitent à considérer que la sécurité des employés n'est pas assurée et ils préfèrent faire cette réunion par téléphone", a ajouté la direction de la communication.

Une décision qui a outré les syndicats de l'usine, où Ford a annoncé qu'il ne produirait plus rien au-delà de 2019.

"Quel culot et quel mépris des salariés !", a réagi dans un communiqué la CGT de Ford. *"Ces dirigeants font un grossier cinéma et tentent ainsi d'inverser les rôles. En vrai, c'est la multinationale qui menace aujourd'hui 900 emplois directs et 3.000 emplois induits. C'est Ford qui met en danger autant de salariés et de familles"*, ajoute la CGT, qui a décidé de boycotter la visioconférence avec la direction de Ford Europe et appelé à un *"débrayage"* avec d'autres syndicats.

Selon les syndicats, Ford a reçu au total 50 millions d'euros de financements publics en échange de la garantie de maintenir un millier d'emplois sur le site pendant cinq ans. Mais l'accord s'achève fin mai, ce qui selon élus et syndicalistes n'est pas étranger à l'annonce de Ford Europe, le 27 février, de quitter son usine girondine.